



**PRÉFET  
DE LA GIRONDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde  
Cité administrative  
2, rue Jules Ferry  
BP 55  
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 17/11/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**TESTOUTIL S.A.**

TESTOUTIL S.A.

ZI10 cours Guillaume Arnaud de Tontoulon  
33430 Bazas

Code AIOT : 0005200367

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/10/2025 dans l'établissement TESTOUTIL S.A. implanté ZI de Bazas 10 cours Guillaume Arnaud de Tontoulon 33430 Bazas. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite a été réalisée dans le cadre de la mise en oeuvre de l'arrêté préfectoral des opérations confiées à l'ADEME par arrêté préfectoral du 12 septembre 2022 ; le site n'ayant pas été visité par l'inspection depuis 2016.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TESTOUTIL S.A.
- ZI de Bazas 10 cours Guillaume Arnaud de Tontoulon 33430 Bazas
- Code AIOT : 0005200367

- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TESTOUTIL SA exploitait sur son site de Bazas, zone industrielle, 10 cours Guillaume Arnaud de Tontoulon, un atelier de traitement de surface. Il est référencé au cadastre Section F n°1720, et couvre une surface de 9 406 m<sup>2</sup>. Le fonctionnement de cette installation classée était autorisé par l'arrêté préfectoral du 20 août 2001.

Suite à la déclaration de cessation d'activité du 20 octobre 2003 de cette installation, les actes administratifs suivants ont été pris :

- arrêté préfectoral du 7 novembre 2003 prescrivant la mise en œuvre en urgence des mesures de mise en sécurité du site , suivi d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 19 novembre 2003 ;
- arrêté préfectoral du 15 juin 2005 prescrivant la réalisation d'un diagnostic des sols et de la nappe, d'une évaluation des risques sanitaires avec la proposition de scénarios de réhabilitation, suivi d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 17 janvier 2006.

Puis, par jugement du Tribunal de Commerce de Bordeaux en date du 18 juin 2008, la liquidation de la SA TESTOUTIL a été prononcée. L'arrêté préfectoral du 26 novembre 2009 avait prescrit au mandataire-liquidateur, la remise en état du site, la dépollution des sols, le traitement de la nappe, et la surveillance des eaux souterraines. Mais le 28 décembre 2009, le Tribunal de Commerce de Bordeaux a prononcé la clôture de la liquidation judiciaire. Depuis 2008, 3 entreprises se sont installées sur le site : FIMTC (atelier de chaudronnerie industrielle), AMC (serrurerie) et Zachetti (fabrication de store et de bâche) soit 8 à 10 salariés sur le site. Un ancien local TESTOUTIL vide est également toujours présent.

Dans ce contexte, et conformément à la circulaire du 26 mai 2011 relative à la cessation d'activité d'une installation classée - Chaîne de responsabilités - Défaillance des responsables, l'inspection a sollicité l'ADEME en 2010 dans le cadre de la mise en sécurité du site et l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2014, a confié à l'ADEME la réalisation des mesures suivantes :

- vidange et remblaiement d'une fosse localisée au sud du site ;
- réalisation d'un diagnostic complémentaire des différents milieux ;
- réalisation d'une Interprétation de l'État des Milieux (IEM) pour statuer sur la compatibilité du site avec les usages constatés ;
- proposition d'un Plan de gestion si incompatibilité.

L'étude de vulnérabilité a montré la présence d'une première nappe souterraine (nappe superficielle des Gravieres) se situant vers 1,5 m de profondeur **vulnérable vis-à-vis d'une pollution provenant du site (présence de COHV dont entre ¼ et ¾ de TCE sur le poids total de COHV). Cette source de pollution en TCE encore active, réalimenterait la nappe superficielle en particulier en période de hautes eaux.**

Un second aquifère (nappe des calcaires de Bazas) est présent sous le site vers 12 m de profondeur mais il est protégé de la surface par une couche de marnes et argiles de plus de 5 m d'épaisseur.

Des investigations sur les gaz du sol et air sous dalle ont permis de localiser spatialement les sources potentielles de pollution en COHV dans les sols. Les principaux impacts sont présents au droit des zones d'activités de traitement des métaux, sous les bâtiments TESTOUTIL et SACHETTI. Les investigations sur les sols ont confirmé un cône d'infiltration de pollution concentrée en COHV jusqu'à 4 m de profondeur au droit des bâtiments TESTOUTIL et SACHETTI, confirmant les impacts

détectés en air sous dalle, sous ces bâtiments. Cette pollution identifiée apparaît être à l'origine de la source du panache sur la 1<sup>ère</sup> nappe (nappe superficielle des Graviers).

Les investigations menées sur les eaux superficielles (rû du Haras) en aval direct du site ont montré également une contamination en COHV dont du TCE (TCE à 16 µg/l > 10µg/l NQE (norme de qualité environnementale eaux intérieures de surface). Les investigations menées sur les sédiments en aval du site montrent une contamination en chrome, cadmium et zinc dans le fossé sortant du site et indiquent une origine liée aux activités anciennes du site TESTOUTIL.

Les 2 campagnes air intérieur de décembre 2017 et août 2018 avaient montré la présence de COHV au niveau des bâtiments SACHETTI et FIMTC ainsi qu'une présence marquée en TCE ( $C_{max}$  de 0,152 mg/m<sup>3</sup>) dans l'atelier SACHETTI au droit de la source de pollution en COHV détectée sous la dalle de l'atelier (pas de dépassements des valeurs R1 chez FIMTC).

La présence de TCE dans l'atelier SACHETTI est sans ambiguïté causée par le dégazage des sols pollués sous la dalle. Cette concentration de 0,152 mg/m<sup>3</sup> en TCE est supérieure à la valeur repère de 10 µg/m<sup>3</sup> pour un niveau de risque de 10<sup>-5</sup> et inférieure à la valeur d'action rapide (VAR) de 50 µg/m<sup>3</sup>. (Haut Conseil de la Santé Public - valeurs de juillet 2020).

Immédiatement, sur recommandations de l'ADEME en accord avec l'ARS notamment, des mesures simples de gestion à mener ont été mises en œuvre sans attendre le plan de gestion :

- remplacement du réseau interne d'eau potable des entreprises par un réseau aérien (car contamination des eaux potables en COHV par perméation constatée) à la demande de l'ARS
- aération régulière des locaux SACHETTI dans la journée par le personnel de l'entreprise;
- suivi de la qualité de l'air intérieur sur 4 campagnes la première année après la mise en place des mesures par l'ADEME

Par contre, la recommandation de mise en place d'une ventilation permettant de renouveler l'air des locaux de travail ZACHETTI avec un débit minimal d'air neuf par occupant de 45 m<sup>3</sup> par heure sur la base d'une expertise du bâti, en vue de redescendre la teneur en TCE sous le niveau de la VAR n'a pas été mise en œuvre. La mise en œuvre des recommandations de l'ADEME relève des obligations de l'employeur au titre du code du travail. Une copie de ce rapport a donc été transmis à l'inspection du travail afin que soient appréciées les obligations de l'employeur dans le contexte décrit ci-avant.

Les mesures d'aération semblent efficaces lorsqu'elles sont mises en œuvre: elles ont permis de constater (par mesures ponctuelles) des concentrations diminuées, très largement inférieures à la VAR depuis 2018, avec ponctuellement quelques dépassements de la VRAi (10 µg/m<sup>3</sup>) dans l'atelier 3 (sans dépasser 15 µg/m<sup>3</sup>).

Après ces premières opérations, et au regard des éléments présentés dans le CRIT du 4 mai 2022, l'ADEME avait conclu que le site TESTOUTIL représente toujours un niveau de menace grave sur l'environnement et les populations compte tenu du niveau important de pollution diagnostiqué dans les sols, les gaz de sol et les eaux souterraines en COHV et notamment de l'impact en TCE mesuré sur les milieux d'exposition air intérieur des locaux de travail de l'entreprise ZACHETTI et de l'impact sur d'autres milieux (eaux souterraines, eaux de surface et les sédiments).

L

Concernant le plan de gestion, deux scénarios ont été proposés en 2022 :

Le premier scénario de gestion considère l'impossibilité de déménager l'entreprise SACHETTI (qui n'envisageait pas à l'époque de déménager pour des raisons professionnelles) et repose sur la mise en suppression du bâtiment, le drainage sous dalle et de laisser en place la source de pollution sur site. Le second scénario de gestion considère la possibilité de déménager l'entreprise SACHETTI et prévoit le traitement in situ de la source de pollution pour rendre l'usage compatible dans le bâtiment SACHETTI et également pour améliorer la qualité des milieux sur site et hors site .Ce scénario plus onéreux a l'avantage de pouvoir régler le problème de façon plus définitive en

supprimant les sources de pollution concentrée. .

Au niveau de la faisabilité de ces 2 scénarii et avant de faire un choix définitif, l'ADEME considère que plusieurs sujets nécessitent un approfondissement sous la forme d'investigations et d'études complémentaires.

C'est pourquoi de nouveaux arrêtés préfectoraux de travaux d'office (confiés à l'ADEME) et d'occupation temporaire ont été signés le 12 septembre 2022 avec les opérations suivantes :

**1. Réalisation d'un Plan de Conception des Travaux et d'une mise à jour du Plan de Gestion** en vue de valider les mesures de traitement in situ de la source de pollution en COHV ainsi que les mesures d'accompagnement.

**2. Surveillance quadriennale des eaux souterraines et de l'air intérieur.**

**3. Diagnostic complémentaire des sédiments du fossé de recueil des anciens effluents de process et du rû du Haras .**

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :



- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Application de l'APTO du 12 septembre 2022	Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ADEME a déjà partiellement mis en œuvre les opérations qui lui ont été confiées par Arrêté Préfectoral du 12/09/2022 : le planning est suivi et respecté. Les opérations de surveillance des milieux eaux souterraines et air intérieur de la seconde campagne 2025 étaient en cours de réalisation le jour de la visite.

Les recommandations de l'ADEME de maintenir l'atelier ventilé en ouvrant la porte étaient bien mises en œuvre le jour de la visite. Néanmoins, du fait d'une présence régulière de TCE en particulier au poste de travail « atelier 2 », régulièrement en concentration supérieure à la valeur repère R1 dans l'air intérieur, l'employeur doit optimiser l'organisation des postes de travail visant à limiter les expositions, en attendant la mise en œuvre des mesures de gestion : comme indiqué ci-dessus l'inspection du travail est donc destinataire de ce rapport.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Application de l'APTO du 12 septembre 2022**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 12/09/2022, article 1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Sites et sols pollués
<b>Prescription contrôlée :</b>  Il sera procédé, aux frais des personnes physiques ou morales responsables de l'impact constaté sur le site de l'ancien atelier de traitement de surface TESTOUTIL sis 10 cours Guillaume Arnaud de Tontoulon, zone industrielle, 33 430 Bazas dont le plan figure en annexe du présent arrêté, à l'exécution des travaux ci-après. :

**1. Réalisation d'un Plan de Conception des Travaux PCT et d'une mise à jour du Plan de Gestion** en vue de valider les mesures de traitement in situ de la source de pollution ainsi que les mesures d'accompagnement, incluant des investigations complémentaires sur site et hors site, et des essais de faisabilité technique.

**2. Surveillance quadriennale** des eaux souterraines sur site et hors site au rythme de 2 campagnes par an, et de l'air intérieur dans le bâtiment SACHETTI au rythme de 4 campagnes la 1<sup>ère</sup> année puis 2 campagnes par an.

**3. Diagnostic complémentaire** des sédiments, des eaux du fossé de recueil des anciens effluents de process et du rû du Haras, et si nécessaire **Plan de Gestion** pour le curage des fossés et du rû comprenant le traitement des sédiments pollués en centre autorisé.

#### Constats :

1/Le PCT sera réalisé en 2026.

3/Les diagnostics complémentaires ont été réalisés ; en conséquence un curage des fossés sera proposé pour mise en œuvre après la réalisation des travaux de gestion du site. Le plan de gestion sera mis à jour avec les nouveaux éléments issus du diagnostic.

2/ La première année de surveillance dans le cadre de l'Arrêté Préfectoral de Travaux d'office (APTO) était 2023. Les campagnes dans l'air sont donc maintenant réalisées à une fréquence bi annuelle. Le jour de la visite, les prélèvements d'air ambiant intérieur et extérieur ainsi que des eaux souterraines étaient en cours pour la seconde campagne 2025 (la première campagne 2025 a été réalisée en mars).

L'atelier 1 est la zone de l'atelier proche de la porte d'ouverture. La zone atelier 2 est située au fond de l'atelier

Les résultats de la précédente campagne (mars 2025) sont les suivants :

Air ambiant extérieur : seule une trace de tétrachlorométhane est relevée en mars 2025 (mais également lors des deux précédentes campagnes en mars et octobre 2024).

Air intérieur :

-présence de tétrachlorométhane dans le bureau, l'atelier (zones 1 et 2) à des concentrations inférieures à la valeur repère R1 dans l'air intérieur et dans l'air extérieur. Les teneurs sont néanmoins du même ordre de grandeur que celles observées sur le prélèvement extérieur. Une contamination via une source extérieure à la problématique du site ne peut donc être exclue et ne suppose pas d'enrichissement lié au site. **L'inspection interroge l'ADEME sur l'origine de cette contamination.**

- La présence de trichloroéthylène sur les points de prélèvements réalisés dans l'atelier avec une concentration inférieure à la valeur repère R1 de  $10 \mu\text{g}/\text{m}^3$  au point « Atelier 1 » mais supérieure à R1 au point « Atelier2 » mais très inférieure à la valeur d'action rapide (VAR) de  $50 \mu\text{g}/\text{m}^3$ .

Depuis le début du suivi, les concentrations en TCE mesurées dans l'air intérieur présentent une variabilité temporelle marquée, avec des dépassements fréquents de la valeur repère R1 (ou VRAI), mais jamais de la VAR. Des pics notables ont été observés en décembre 2017, août 2018, janvier 2024 et octobre 2024, souvent associés à des conditions de confinement ou à la localisation des points par rapport aux sources souterraines. À l'inverse, des campagnes comme celles de mars et juin 2024, ainsi que mars 2025, se distinguent par des concentrations plus faibles, malgré des conditions météorologiques peu favorables au dégazage. Ces résultats suggèrent un rôle déterminant de la ventilation (portes ouvertes, renouvellement d'air) dans l'abattement des

concentrations intérieures, indépendamment de la contamination souterraine.

#### Eaux souterraines

Les résultats analytiques de la présente et des précédentes campagnes mettent en évidence :

-Sur site, concernant les COHV, de manière générale les ouvrages sont chroniquement impactés en chlorure de vinyle, cis 1,2 dichloroéthylène et TCE. L'ouvrage ADE1 qui ne présentait plus d'impact en octobre 2023 et mars 2024 présente à nouveau des teneurs significatives en chlorure de vinyle et TCE. L'ouvrage ADE4, bien qu'historiquement le plus impacté, avait montré une amélioration progressive jusqu'en octobre 2024, avec certains composés devenus non détectables par le laboratoire. Toutefois, les résultats de mars 2025 révèlent une dégradation de la qualité, marquée par une réapparition ou une hausse de concentration de plusieurs composés, dont le chlorure de vinyle, le cis-1,2-dichloroéthylène et le TCE. Le nombre de substances dépassant les seuils d'alerte est en augmentation. Cet ouvrage est situé en limite de site proche du fossé qui recueillait les effluents du site lorsqu'il était en activité. Concernant les métaux : de manière générale, les ouvrages sont régulièrement impactés en cadmium, nickel et zinc excepté au droit de ADE1 et ADE2 qui sont situés en amont du site. Ces impacts reflètent les activités qui étaient exercées sur site.

-Hors site, en aval proche, les impacts en métaux et COHV sont confirmés sur certains ouvrages de la nappe n°1. Les teneurs les plus significatives sont observées sur les ouvrages TER1 (fort impact régulier) et TER4 (impact uniquement lors de la première campagne d'avril 2021). De plus, l'ouvrage TER5 présente de faibles teneurs en TCE de manière chronique depuis le début du suivi. Ces derniers peuvent être liés aux impacts identifiés sur site, car des composés similaires sont observés.

-Hors site, en aval plus lointain, les impacts en métaux observés sur la nappe 1 sont ponctuels ; un impact ponctuel en COHV a été observé sur les ouvrages P-9 et P-11, sans pour autant pouvoir faire un lien direct avec le site étudié. Ainsi, en aval éloigné, aussi bien sur la nappe 1 que sur la nappe 2, aucun impact significatif directement reliable aux impacts identifiés sur site n'est caractérisé.

Autres constats : les piézomètres vus pendant la visite étaient bien visibles et en bon état.

Dans l'atelier 2, c'est à dire la zone de l'atelier la plus éloignée de la porte d'ouverture, régulièrement une concentration en TCE supérieure à la valeur repère R1 dans l'air intérieur. Est mesurée Malheureusement, les travaux de surpression recommandés par l'ADEME n'ont pas été réalisés pour des raisons économiques. Cette zone étant assez éloignée de la porte d'ouverture de l'atelier, elle ne bénéficie pas de la même aération naturelle que dans l'atelier 1 et la visite a permis de constater qu'il s'agit d'une véritable zone de travail et non d'une simple zone de passage. Le risque d'exposition aux TCE par inhalation est donc possible jusqu'à la mise en oeuvre des mesures de gestion, soit jusqu'en 2027. L'ADEME a confirmé par email du 26 novembre 2025 qu'une IEM avait été réalisée en 2018 pour vérifier la comptabilité de l'usage sur site, sur la base des concentrations maximales mesurées lors de la campagne de mesures de 2018. Les calculs avaient conclu à des risques acceptables ou dans la zone d'incertitude (pour les concentrations maximales observées ponctuellement, supérieures à la valeur d'action rapide). éalisés et le cas échéant de les mettre à jour .

Enfin, il serait utile de rappeler à l'employeur de ZACHETTI le potentiel risque d'exposition aux COHV par inhalation dans ses locaux de travail, ses responsabilités vis à vis de ses employés et de l'organisation des postes de travail à optimiser pour limiter l'exposition des travailleurs dans cette zone. **L'inspection des installations classées n'étant pas compétente au titre des risques aux postes de travail, l'inspection propose qu'une copie de ce rapport soit transmise à l'inspection du travail par monsieur le préfet.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection a interrogé l'ADEME par messagerie sur l'origine de la présence de tétrachlorométhane dans l'air intérieur et extérieur, et lui a demandé de confirmer l'absence de risque sanitaire pour les employés de ZACHETTI en attendant la mise en œuvre des mesures de gestion.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## Annexe photos



Atelier 2

Atelier 1 et son prélèvement d'air



Vue du site depuis la route